



PEOPLE'S
CLIMATE
CASE



COMMUNIQUÉ DE PRESSE/ Notre affaire à tous, le 13 novembre 2018

PLUS DE 160 000 EUROPÉENS APPORTENT LEUR SOUTIEN AU RECOURS CLIMAT CITOYEN

En ce mardi 13 novembre 2018, à trois semaines de l'ouverture de la COP24, ce sont plus de 160 000 signatures de soutien qui ont été transmises aux requérants du People's Climate Case, le Recours Climat Citoyen faisant face à l'Union européenne, par les associations environnementales luxembourgeoises ASTM, Greenpeace, Mouvement Ecologique, natur & òmwelt, ainsi que Wemove.eu et Climate Action Network (CAN) Europe. Cette pétition et ce soutien populaire montrent deux choses : d'une part, les citoyen-nes sont prêt-es pour un changement d'envergure en matière de politique climatique, d'autre part, les citoyen-nes européen-nes considèrent l'accès aux droits en matière climatique comme une nécessité.

Avec cette pétition, les plaignant-es s'arment d'un outil supplémentaire pour montrer le soutien populaire à leur démarche juridique, et d'un argument solide devant le juge : Ce soutien massif des européen-nes à la démarche de ces dix familles montre que les citoyen-nes sont prêt-es pour un changement d'envergure en matière de politique climatique.

Pour Maurice Feschet, le requérant français : "Tout seul, face aux pertes de récoltes engendrées par les bouleversements climatiques, je n'ai pas grand pouvoir. Mais ce soutien de taille nous redonne courage et confiance en la légitimité et la nécessité de notre action pour faire changer les choses et demander une action ambitieuse de nos dirigeants au niveau européen pour nous protéger."

Pour Marie Toussaint, Présidente de l'association *Notre Affaire à Tous* qui accompagne le recours en France : "Ce recours engagé par les familles plaignantes est un moyen d'assurer, pour chacun-e d'entre nous, un meilleur avenir et la protection de nos droits face aux dégradations environnementales. L'engouement autour de cette pétition le montre : les européen-nes s'inquiètent pour leurs droits et leur avenir, et souhaitent une action plus conséquente de leurs représentant-es. La COP24 sera l'occasion pour l'Union de réaffirmer leurs ambitions en réhaussant leurs objectifs !"

Roda Verheyen, avocate spécialiste en droit de l'environnement, et avocate des familles, a déclaré : "Le changement climatique est déjà un problème pour les tribunaux de nombreux pays européens et du monde entier. **Les familles des plaignants font confiance aux tribunaux**

et au système juridique européen pour protéger leurs droits fondamentaux à la vie, à la santé, au travail et à un habitat sûr face au changement climatique ".

Le lien vers le communiqué en ligne
Le communiqué du CAN (en anglais)

Contacts presse :

Marie Toussaint, Présidente de Notre affaire à tous, 0642008868, marie@notreaffaireatous.org

Goksen Sahin, Chargée de communication CAN Europe, goksen@caneurope.org

Pour rappel : le 24 mai 2018, des familles du Portugal, d'Allemagne, de France, d'Italie, de Roumanie, du Kenya et des Fidji, ainsi que l'Association saami de la jeunesse, Sáminuorra de Suède, qui subissent déjà les effets dévastateurs du changement climatique, avaient saisi le Tribunal de Justice de l'UE afin de requérir du Parlement et du Conseil Européens une politique climatique assez ambitieuse pour protéger leurs droits. L'assignation en justice soulevait l'écart entre les ambitions actuelles de l'UE, visant une réduction de 40% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 1990, bien en-deçà des besoins réels, estimés à au moins -55% d'émissions.

Le résumé juridique du People's Climate Case [est disponible ici](#)

L'ensemble des documents juridiques relatifs à l'affaire [est disponible ici](#)

Notre affaire à tous - Agir ensemble pour la justice climatique, association loi 1901 constituée à l'été 2015 faisant du droit un sujet autant qu'un outil de mobilisation pour protéger les communs et le vivant, s'inscrit dans le paysage mondial des recours climat et a pour objet d'initier ou d'accompagner des démarches juridiques en ce sens, et en faveur de la justice sociale et environnementale.